

Sortie des clips anti-racistes de l'Union Juive Française pour la Paix

A l'heure où le président de la République établit une dangereuse confusion entre anti-sionisme et antisémitisme, ces clips réalisés par l'Union Juive Française Pour la Paix sont d'intérêt général..l'Agence Média Palestine aime et vous recommande leur visionnage.

L'Union juive française pour la paix est une organisation juive laïque qui a été créée sur la question du Proche-Orient et du soutien au peuple palestinien. Mais le combat pour la justice et l'égalité des droits ne pouvait se mener là-bas et ne pas concerner le racisme aussi ici en France. Sur la base des mêmes valeurs, l'UJFP s'est donc engagée aux côtés des victimes du racisme pour promouvoir un nouvel antiracisme, politique et décolonial.

En 2016, l'UJFP a publié un petit livre intitulé « Une parole juive contre le racisme ». Les 5000 exemplaires de ce livre sont aujourd'hui épuisés et l'UJFP travaille à la seconde édition qui paraîtra en janvier 2018. Ce livre a reçu le soutien du CGET.

Le projet de clips vidéo

Pour prolonger cette réflexion, le réalisateur Eyal Sivan a donné la parole à 35 militants antiracistes de l'UJFP. A partir de leur trajectoire personnelle, ils s'expriment sur le racisme et l'antiracisme d'aujourd'hui. Il s'agit de lutter contre les stéréotypes concernant les Juifs mais aussi de montrer comment des Juifs peuvent contribuer à la construction d'un nouvel antiracisme.

La production de ces clips a reçu le soutien du CGET. Les clips seront utilisés dans les établissements scolaires, dans des réunions publiques dans les quartiers populaires, partout où se mène la lutte contre le racisme, contre les discriminations, contre les violences policières et le racisme d'État.

Bande-annonce

« Ce qu'on peut faire contre le racisme et quand on est juif, c'est déjà se mettre à la bonne place. Ne pas choisir une place où on est en porte-à-faux avec l'oppression dans le monde, où on est en porte-à-faux avec la domination dans le monde. Si on veut séparer les Juifs et les Arabes, alors justement, il y a matière à rapprocher les Juifs des Arabes. Faire le contraire de ce qu'on attend de nous. Puisqu'il y a cette injonction de s'en prendre aux Rroms, être avec les Rroms. Puisqu'on a désigné l'Islam comme étant une religion dangereuse, s'intéresser aux Musulmans qui portent cet opprobre sur eux. Être du bon côté. Et donc, choisir sa place : pour moi, c'est ça le militantisme antiraciste. » Une militante dans un des clips.

« Paroles juives contre le racisme »

- 1 – Qui sommes-nous ?**
- 2 – Pourquoi une parole juive ?**
- 3 – Racisme d'État**
- 4 – Racisme et féminisme**
- 5 – Racisme et colonialisme**
- 6 – Hiérarchie des racismes ?**
- 7 – Antisémitisme et antisionisme**
- 8 – Israël et les Juifs**
- 9 – Les Juifs ont peur en France ?**

10 – Lutter contre le racisme



Eyal Sivan, est un réalisateur, producteur, essayiste et professeur franco-israélien. Il est fréquemment invité à évoquer la représentation du conflit israélo-palestinien, le documentaire et l'éthique, le crime politique et sa représentation, l'usage politique de la mémoire, la représentation des génocides...

Filmographie (non exhaustive)

1991 : Izkor, les esclaves de la mémoire

1999 : Un spécialiste, portrait d'un criminel moderne, avec Rony Brauman

2004 : Pour l'amour du peuple (Aus Liebe zum Volk), avec Audrey Maurion

2004 : Route 181, fragments d'un voyage en Palestine-

Israël, avec Michel Khleifi

2006 : Irak : quand les soldats meurent..., avec Jean-Paul
Mari

2009 : Jaffa, la mécanique de l'orange

Source: [UJFP](#)

Quand l'obtention d'un diplôme universitaire requiert de s'exiler

Zaina Arafat- 6 Septembre 2017



Ghada Tafesh lors de sa remise de diplôme du Wilson College en mai 2016. Pour la soutenir, Wilson a associé Tafesh à Pat et Bob Keffer.

Avant que Ghada Tafesh ne quitte la bande de Gaza pour une université américaine, sa famille lui a offert un collier orné de deux pendentifs. L'un avait la forme de la Palestine historique. L'autre était un olivier. « Ils voulaient que j'aie quelque chose qui me rappelle chez moi et que je n'aie jamais honte de l'endroit d'où je viens » m'a-t-elle dit.

Melle Tafesh a de quoi être fière puisque cet automne, elle entame sa dernière année d'un master's en sciences humaines au Collège Wilson de Chambersburg, en Pennsylvanie. Mais la contrepartie a été douloureuse : suivre ce cursus a signifié ne pas retourner chez elle pendant six ans.

En 2012, elle a dû faire face aux plus dures décisions qu'une adolescente puisse prendre. Avec l'aide d'une bourse, elle avait la possibilité d'intégrer un collège aux États Unis. Cela lui procurerait des opportunités significatives, plus que ce qu'elle n'aurait jamais dans sa ville natale. Les quelques universités de Gaza n'ont qu'une offre académique de base, avec très peu de master's et de programme de doctorats. Et puis les jeunes de la ville ont un taux de chômage de 60%, selon la plupart des estimations. Mais, en optant pour l'étranger, Melle Tafesh ferait le choix d'une sorte d'exil puisqu'il suffirait d'un retour pour risquer de rester coincée par le blocus.

« Obtenir des permis d'entrée et de sortie de la bande de Gaza est un processus lent et imprévisible » dit Shai Grunberg de Gisha, une association israélienne dont l'objectif est de protéger la liberté de mouvement des Palestiniens. « Il n'y a pas de garanties que si un étudiant de Gaza obtient un permis d'entrée pour rendre visite à sa famille dans la bande de Gaza, ils réussiront à lui obtenir un permis de sortie pour qu'il retourne à ses études ». Steven Keller, qui dirige un programme de bourses et d'échanges en Cisjordanie et à Gaza, est d'accord : « Nous conseillons aux étudiants de ne pas retourner à Gaza pendant les vacances universitaires, à cause des risques qu'ils courent de rester coincés et de perdre leur bourse ».

Melle Tafesh avait déjà une expérience de vie aux États Unis : elle avait passé sa première année de lycée dans le cadre d'un programme d'échange, dans une famille d'accueil à Laurel, dans le Maryland. Le bruit des avions de l'aéroport international voisin l'éveillait souvent la nuit et lui rappelait celui des avions de guerre israéliens qui signifiait la fermeture des écoles – « on pouvait sentir les murs et le sol trembler » disait-elle, décrivant ce que c'était que d'être en neuvième année de scolarité tandis que les bombes pleuvaient à côté. Mais les opportunités des États Unis l'impressionnaient. Jusque là, elle ne s'était pas rendu compte de l'étroitesse de la vie à Gaza. « On accepte la réalité jusqu'au moment où l'on voit comment d'autres gens vivent » m'a-t-elle dit récemment. « J'adore lire de la poésie et des romans », citant Jane Austen, Virginia Woolf et Geoffrey Chaucer parmi ses favoris. « Mais il n'y avait pas de bibliothèque dans notre école » à Gaza. Il n'y avait pas d'équipe sportive ni de laboratoires non plus. « Nos livres de sciences étaient remplis d'expériences que nous n'aurions jamais l'occasion de faire ».

Avide de plus d'opportunités, Melle Tafesh a contacté le Fonds Hope, un programme qui offre des bourses d'universités américaines à de jeunes Palestiniens doués, principalement issus de milieux défavorisés. Elle a fait une demande d'inscription au Collège Wilson et a été acceptée avec une bourse complète. Après réception du visa des États Unis en juillet 2012, elle s'est fait du souci à l'idée de ne pas pouvoir obtenir un permis israélien pour quitter Gaza.

Sa préoccupation était compréhensible. En 2008, le Département d'État a retiré des subventions Fullbright

accordées à des étudiants palestiniens de Gaza qui s'étaient vus refuser des permis de sortie par Israël. Selon Gisha, seuls 295 étudiants de Gaza se sont rendus dans des institutions académiques à l'étranger en 2015. L'an dernier, le Comité Palestinien pour les Affaires Civiles a reçu plus de 400 demandes de permis de sortie de la part d'étudiants, pour des objectifs d'enseignement supérieur, mais seules 37 demandes ont été acceptées par Israël. Les demandes de permis doivent être présentées aux autorités israéliennes au moins trois semaines avant la date du voyage et jusqu'à 50 jours en avance, avec tous les justificatifs (comme des visas et des lettres d'acceptation). Pendant la première moitié de 2017, le nombre de sorties de Palestiniens a baissé de 50% en comparaison avec la même période de 2016.

Mais Melle Tafesh a eu son permis de sortie et est devenue une des premiers étudiants du Moyen Orient à fréquenter le Collège Wilson. Sa camarade de chambre de première année n'avait pas entendu parler de Gaza jusqu'à la rencontrer.

Quand elle a commencé à se trouver des relations, Mademoiselle Tafesh s'est donné pour mission d'éduquer ses pairs sur la partie du monde d'où elle venait. Elle a fait des exposés sur la pollution de l'air à cause des bombes dans la vallée de Gaza et sur la destruction des ressources naturelles. Elle a appris un peu d'arabe à sa camarade de chambre et ensemble elles ont eu des conversations intercontinentales skype avec les parents de Melle Tafesh, quand la connexion internet fonctionnait à Gaza.

« Je voulais montrer à mes camarades de classe que les Palestiniens sont différents de la façon dont ils sont représentés dans les media occidentaux » disait-elle. Le

jour des élections de novembre 2016, des pairs qui avaient voté contre le président Trump lui ont texté « j'ai voté pour toi aujourd'hui ». Quand Mr Trump l'a emporté, « des gens m'ont envoyé des messages me demandant si je me sentais bien » dit Melle Tafesh. « Je suis tout le temps rappelée au fait qu'il y a de bonnes choses dans le fait d'être ici et qu'il y a des gens qui se soucient de moi ».

Mais Melle Tafesh avait souvent le mal du pays, en particulier pendant les guerres (qui se sont produites si souvent pendant le temps qu'elle a passé à l'étranger) et quand, au cours de sa deuxième année, elle a dû subir une opération à cœur ouvert pour un problème cardiaque congénital. « Si j'avais été à Gaza, je serais probablement morte aujourd'hui » a-t-elle dit. L'opération Barrière de Protection, la guerre la plus longue et la plus sanglante, a éclaté en juillet 2014, pendant l'été précédant sa troisième année. Au-delà de la peur de voir les noms des membres de sa propre famille parmi ceux des morts, elle était ravagée par la culpabilité. En Pennsylvanie elle avait accès en permanence à l'eau et à l'électricité. Au pays, sa famille pouvait avoir l'une ou l'autre, quatre à cinq heures par jour.

À Gaza, Melle Tafesh portait un hidjab et elle est arrivée au collège en le portant. Maintenant, après l'augmentation des crimes de haine contre des Américains musulmans et une interdiction partielle d'accès faite aux voyageurs de six pays à majorité musulmane, elle ne le porte plus. « On m'a trop regardée et dévisagée » dit-elle. « Je l'ai porté une ou deux fois, mais je m'intègre mieux et je fais des choses bien plus facilement si je le porte pas ».

Wilson organise un rapprochement entre des étudiants

étrangers et des locaux désireux d'aider et, sur les photos de sa remise de diplôme, Melle Tafesh se trouve entre les membres d'un couple américain, Bob et Pat Keffer. « Ghada est une personne très positive », dit Mme Keffer. « Je sais qu'elle est passée par beaucoup de choses dans sa vie, mais je ne l'ai jamais vue effondrée, bien que cela lui arrive probablement par moments. Elle a fait connaissance du reste de ma famille, elle appelle mes parents grand père et grand mère et nous l'aimons tous. Je ne connaissais pas beaucoup de Musulmans, et j'ai beaucoup appris sur la foi musulmane et appris que je devrais être plus tolérante ». Bien que Melle Tafesh donnerait tout pour être ce jour-là avec ses parents qui n'ont pas pu venir pour la remise de diplôme vu la difficulté à sortir de Gaza, le concept de famille a pris un sens encore plus englobant pour elle. « Si je n'avais pas un sentiment d'avoir une famille et une maison ici, je n'aurais jamais pu rester » dit-elle. « Cela m'aide à avancer ».

Melle Tafesh projette de rentrer à Gaza après l'obtention de son master's en mai prochain. D'ici là, cela aura fait presque six ans qu'elle n'aura pas été chez elle. De retour à Gaza elle veut enseigner à l'université et mettre les Gazaouis face aux principes d'une formation générale. « Ici, on développe ses facultés de pensée et on apprend à ne pas être un consommateur passif » m'a-t-elle dit. « C'est ce que je fais à la fin de la journée pour créer une vie meilleure, de retour chez moi ».

Zaina Arafat ([@ZainaArafat](#)) est une écrivaine Palestinienne-Américaine. Elle travaille actuellement à son premier roman

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [New York Times](#)

Israël a arrêté 110 000 Palestiniens depuis les Accords d'Oslo

Le 18 septembre 2017



Arrestation d'un jeune Palestinien par des soldats israéliens (photo d'archive)

Israël a arrêté 110 000 Palestiniens depuis la signature des Accords d'Oslo en 1993, dont 16 000 enfants et 1 700 femmes et filles, selon une déclaration officielle palestinienne publiée hier.

Le Comité de l'OLP pour les prisonniers et les prisonniers libérés précise également, dans une déclaration marquant les 24 années écoulées depuis la signature du traité de

paix entre Israël et les Palestiniens, que 103 prisonniers palestiniens étaient morts ou avaient été tués dans les prisons israéliennes pendant ce temps-là.

Le comité ajoute qu'il y a actuellement 6 500 prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes, dont 64 femmes et filles, 350 garçons et environ 500 prisonniers en détention administrative.

D'après le comité, les mesures arbitraires prises contre les prisonniers palestiniens se sont accrues, Israël ayant ratifié quelque 15 lois qui « violent » les droits des prisonniers palestiniens.

Oslo : 24 ans de pertes palestiniennes

Le comité réaffirme que l'écrasante majorité des prisonniers palestiniens est constituée de civils et que ceux-ci ont été arrêtés dans des zones qui sont sous le plein contrôle de l'Autorité Palestinienne.

Dans sa déclaration, le comité ajoute que le nombre croissant d'attaques contre les prisons a eu pour conséquence la dégradation des conditions de vie et de la santé des prisonniers malades détenus.

L'OLP et Israël ont signé les Accords de Paix d'Oslo le 13 septembre 1993, sous le parrainage des Américains et des Russes. Ces accords stipulaient l'établissement d'un État palestinien pour la fin de l'année 1999, sur le territoire palestinien occupé en 1967.

Israël ne s'est pas pour autant conformé aux termes des accords et a, au contraire, étendu ses colonies sur le territoire palestinien occupé, dont Jérusalem Est, la capitale d'un futur État palestinien.

Traduction : SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [Middle East Monitor](#)

Amira Hass : Condamner l'occupation israélienne ne suffit pas

Par Amira Hass, 8 septembre 2017, Haaretz



Européens, vos dénonciations sont perçues par Israël comme dénuées de caractère urgent. Ce que vous devez faire, c'est appliquer des sanctions douloureuses.

Aux Pays-Bas, à la Belgique et à la France : Il ne suffit pas de condamner uniquement par des mots la politique de destruction menée par Israël, qui détruit des infrastructures et des habitations financées avec l'argent de vos contribuables. C'est une bonne chose que vous soyez en colère, mais le tempo de l'accumulation de votre colère est de loin inférieur au rythme effréné et dangereux des bulldozers de l'Administration civile et des Forces de

défense des colonies en Cisjordanie.

Vos condamnations sont perçues comme dénuées de caractère urgent. Vous devez entreprendre des actions réelles. Oui, des sanctions ouvertes et déclarées, qui emprunteront la voie d'une sévérité accrue. Des sanctions douloureuses. Ce peut être la dernière chance de faire bouger l'Israélien moyen, y compris les hommes d'affaires, les touristes, les juges, les universitaires, les fermiers et les consommateurs de football étranger de leur indifférence et de leur complaisance criminelle.

Cessez de vous effrayer du chantage affectif israélien. Israël met en jeu le souvenir de nos familles assassinées en Europe afin d'accélérer l'expulsion des Palestiniens de l'ensemble du territoire cisjordanien et de les déporter dans les enclaves de l'Autorité palestinienne. Telle est l'intention qui sous-tend toutes les démolitions et confiscations ainsi que les interdictions de bâtir, d'élever du bétail et d'irriguer les champs. Tous ceux qui planifient et appliquent cette lente politique d'expulsion pensent déjà à la grande expulsion, cette fois vers la Jordanie. Et que ferez-vous alors ? Vous publierez des condamnations tout en envoyant des réservoirs d'eau et des tentes aux personnes qui auront été expulsées ?

Le 24 août, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, et le vice-Premier ministre et ministre de la Coopération au développement, Alexander De Croo, publiaient une condamnation officielle de la confiscation des caravanes devant servir de classes pour les quatre premières années primaires dans le village palestinien de Jubbet Adh-Dhib, ainsi que la confiscation des panneaux solaires destinés à l'école du camp de Bédouins d'Abu Nuwwar.

Les Belges faisaient remarquer qu'ils étaient de ceux qui

avaient financé ces équipements. « [La Belgique] continuera à travailler avec ses partenaires, comme par le passé, afin de demander aux autorités israéliennes de mettre un terme à ces démolitions », peut-on lire dans la déclaration du ministre des Affaires étrangères.

L'un de ces partenaires n'est autre que les Pays-Bas, dont le Parlement a consacré pas mal de temps à discuter des démolitions commises par les Israéliens, plus de temps, quoi qu'il en soit, que n'en a consacré la Knesset. Voici ce que les ministres du cabinet hollandais ont rapporté le mois dernier aux parlementaires hollandais à propos de la confiscation des panneaux solaires de Jubbet Adh-Dhib en juin : « Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a promis par courrier de restituer les panneaux solaires aux Pays-Bas. » Le cabinet du Premier ministre n'a ni confirmé ni dénié ce rapport.

Après la confiscation, le village a été condamné à ne recevoir que deux heures d'électricité par jour, produite par un générateur. Ces vingt dernières années, le village a soumis au moins quatre requêtes à l'Administration civile pour être raccordé au réseau d'électricité et toutes ces requêtes ont été rejetées. L'expérience enseigne qu'Israël ne donne pas de permis – ou si peu – de construction dans la Zone C (qui couvre environ 60 pour 100 de la Cisjordanie). La tentative des Hollandais pour recevoir un permis de l'Administration civile pour un seul projet – un cas test, donc – n'a pas abouti à des résultats positifs. En tant que force occupante, Israël n'a pas le droit de détruire ou de confisquer des propriétés, excepté par nécessité de temps de guerre.

La France elle aussi a annoncé fièrement qu'elle était une partenaire dans la construction humanitaire en Zone C et à Abu Nuwwar. La France a elle aussi condamné les récentes démolitions et a demandé qu'on lui renvoie les équipements confisqués. En six mois, Israël a détruit 259 structures

palestiniennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, explique la condamnation émise par la France. Au cours de la même période, le gouvernement israélien a approuvé la construction de plus de 10 000 unités de logement dans les colonies – trois fois plus que pour toute l'année précédente.

Ainsi donc, la destruction des communautés palestiniennes, l'évacuation de la famille Shamasneh de sa maison à Jérusalem et les plans du ministre de la Défense Avigdor Lieberman visant à démolir Sussia et Khan al-Akhmar représentent l'autre face de la médaille de la construction de colonies.

Voilà comment Israël applique une expulsion graduelle. Sans sanctions, il peut prendre une profonde aspiration et sa foi dans sa capacité à appliquer le plan est solide. Qui donc sait mieux que vous, et que votre voisin allemand en particulier, à quoi mènent les plans d'expulsion limitée, et quelle disposition d'esprit criminelle ils mettent en place dans une société qui planifie ce genre de chose ?

Traduction: Jean Marie Flémal » [pour la Palestine](#) «

Source: [Haaretz](#)

[Le sommet Israël-Afrique repoussé face au boycott](#)

Par Ali Abunimah, le 11 septembre 2017



Le président du Togo Fauré Gnassingbé, photographié aux côtés de Sara et Benjamin Netanyahu, devait accueillir un sommet Israël-Afrique le mois prochain. Celui-ci a été repoussé dans le cadre d'un boycott grandissant (via Facebook)

Il semblerait que le projet d'un haut sommet Israël-Afrique prévu le mois prochain se soit effondré devant l'opposition croissante des gouvernements africains.

The Jerusalem Post racontait lundi que le sommet, qui devait se tenir dans la capitale togolaise Lomé, « a été annulé à la suite de menaces de boycott de la part d'un bon nombre de pays, et de pressions contre l'événement venues des Palestiniens et des pays arabes ».

Le ministère israélien des Affaires étrangères a annoncé que le sommet avait été « reporté » mais, comme le faisait remarquer le journal, aucune date alternative n'a été annoncée.

De plus, i24 News d'Israël a évoqué comme une inquiétude l'instabilité politique au Togo, où les forces de sécurité ont essayé de violemment réprimer les manifestations contre

50 ans de pouvoir de la famille du président autocrate de l'État ouest-africain Fauré Gnassingbé.

Ce sommet devait être le couronnement de l'offensive de charme du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu en Afrique.

Les organisateurs ont dit que devaient y participer deux douzaines de chefs d'État, 150 sociétés israéliennes ainsi que des représentants de pays qui n'ont aucune relations diplomatiques avec Israël.

Mais la poussée israélienne ne s'est pas faite sans contestation.

L'Afrique du Sud a indiqué le mois dernier qu'elle boycotterait le sommet et a encouragé les autres gouvernements à faire de même.

Le Soudan, le Maroc l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie ont également décidé de boycotter l'évènement.

En juin le roi du Maroc Mohammed VI a boycotté un sommet au Liberia de l'organisation régionale ouest-africaine ECOWAS parce que Netanyahu y était invité.

Alimenter les atrocités en Afrique

Le site internet officiel du sommet confirme qu'il est « reporté ».

Il était présenté comme devant promouvoir le commerce entre les Etats africains et Israël qui, conformément à des thèmes conséquents de propagande, est vendu comme « la nation start-up » et pionnière dans les technologies de gestion de l'eau.

Mais Israël est également présenté comme « le leader mondial dans les domaines de la lutte antiterroriste, « offrant » des antécédents validés pour fournir ce genre d'expertise à ses nations partenaires dans le monde entier.

En d'autres termes, Israël vend des armes et des

technologies répressives testées sur les Palestiniens pendant des décennies d'occupation militaire. Ce sommet aurait été en grande partie une foire pour le commerce des armes d'Israël.

Elbit Systems, le plus gros fabricant d'armes d'Israël, a récemment annoncé une augmentation de bénéfices, en partie dus à l'augmentation des exportations vers l'Afrique.

Le « palmarès » d'Israël d'implication dans les crimes et les violations des droits fondamentaux s'est déjà répandu à travers le continent.

Israël a continué à alimenter la violence et les atrocités en Afrique en fournissant des armes pour les conflits au Sud Soudan et au Burundi et en envoyant des armes au Rwanda avant le génocide de 1994 – rôle qu'Israël a cherché à camoufler.

Israël a maintenu des liens extrêmement étroits avec l'Afrique du Sud de l'apartheid. Tel Aviv était le principal fournisseur d'armes pour le régime suprémaciste blanc lorsque Pretoria était sous étroit embargo international.

Les militants d'Afrique du Sud ont salué l'annulation du sommet, félicitant les Etats qui ont décidé de le boycotter.

« Nos gouvernements doivent continuer à résister à toutes les tentatives israéliennes pour influencer, corrompre ou affaiblir notre solidarité avec les Palestiniens », a dit BDS Afrique du Sud, association qui soutient la campagne de boycott, désinvestissement et sanctions pour les droits des Palestiniens.

« Les Palestiniens sont un peuple qui nous a soutenus pendant les jours les plus sombres de l'apartheid, tandis qu'Israël, nous nous en souvenons douloureusement, fournissait des armes au gouvernement d'apartheid. »

BDS Afrique du Sud a aussi rappelé la politique raciste lancée par l'État d'Israël contre les migrants et réfugiés africains comme une autre raison de résister aux efforts d'Israël pour normaliser les liens.

Offensive de légitimité

Les efforts d'Israël pour améliorer les relations avec les Etats africains est liée à son acharnement pour gagner en légitimité et en soutien aux Nations Unies. *The Times of Israel* a écrit dimanche que les diplomates de l'Autorité Palestinienne font pression contre une tentative d'Israël d'être élu au Conseil de Sécurité.

La principale préoccupation des efforts diplomatiques des Arabes est de convaincre les Etats africains de ne pas soutenir la stratégie israélienne.

Le sommet prévu au Togo illustre également la permanente complicité des entreprises avec Israël. L'un des commanditaires officiels du sommet est Brussels Airlines, filiale de l'allemande Lufthansa. En soutenant le sommet, la compagnie aérienne soutient efficacement les efforts d'Israël pour vendre davantage d'armes en Afrique.

On a récemment révélé que Lufthansa était de connivence avec Israël dans ses efforts pour réprimer le soutien aux droits des Palestiniens quand elle a refusé en juillet l'embarquement de militants américains qui faisaient partie d'une délégation interconfessionnelle.

Le rabbin Alissa Wise, une des membres de la délégation interdite, en a conclu que cette action était vraisemblablement le résultat de la surveillance par Israël des courriels des militants, qui fait partie des efforts d'Israël pour contrecarrer le mouvement non-violent de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

Lettre de Gaza : « En vie à défaut d'être mort »

Par Jihad Abusalim, le 2 septembre 2017

Jihad Abusalim, né à Gaza, décrit les effets dévastateurs du blocus israélien sur la vie quotidienne des Palestiniens.



» Quand l'électricité s'en va, le silence est assourdissant » (Photo : Mohammed Salem/Reuters)

A Gaza, des familles entières sont assises dans l'obscurité de leur salon, la seule lumière venant de bougies. Des dizaines de familles ont perdu des êtres chers dans des incendies domestiques.

Le propane est rare et les petits générateurs sont dangereux et difficiles à obtenir. Ils sont généralement passés en fraude par les tunnels et grossièrement fabriqués. Un de mes professeurs d'université a perdu trois

enfants (un de 14 ans et deux jumeaux de 8 ans) après l'explosion de leur générateur.

Les résidents de Gaza font face à tant d'épreuves et de souffrances, simplement pour obtenir l'une des nécessités vitales fondamentales.

Quand l'électricité s'en va, le silence est assourdissant. Tout s'arrête : réfrigérateurs, télévisions, équipements hospitaliers, pompes à eau et ventilateurs. La vie moderne s'arrête. Le calme nous permet d'imaginer à quoi ressemblerait le monde avant que nous soyons immergés dans le bruit des klaxons et le tohu-bohu des machines modernes. Plus tard, le calme est remplacé par une tempête de bruits lorsque les générateurs reprennent vie en vrombissant et crissant.

Je n'oublierai jamais l'après-midi où j'ai demandé à mon père combien de temps il pensait que durerait le blocus.

« Quelques mois, mon fils. Quelques mois. Ce ne sera pas long », m'avait-t-il répondu.

Il y a quelques semaines, plus d'une décennie après l'instauration du blocus israélien de Gaza, j'ai parlé à nouveau avec mon père et lui rappelai ce qu'il m'avait dit ce jour-là. J'ai pratiquement perçu son chagrin et sa douleur au téléphone.

« Je ne sais pas combien de 10 ans il y a dans une vie », a-t-il répondu, écrasé par la naïveté de son propos toutes ces années auparavant.

Comment accepter qu'en 2017, les résidents de Gaza, dont ma propre famille, doivent passer une si grande partie de leur temps à se soucier de l'eau, de la lumière et de la nourriture ? Qu'est-ce qui justifie une politique où des tout-petits comme mon jeune frère soient trempés de sueur la nuit et mettent leurs joues sur la fraîcheur du dallage pour échapper à la chaleur des nuits de Gaza ?

On ne peut espérer aucune paix en obligeant des milliers de gens à attendre jusqu'à l'aube leur part d'eau hebdomadaire, tandis que, de l'autre côté de la frontière, les Israéliens prennent des bains dans leurs piscines et jouissent d'un accès illimité à l'eau potable.

De nos jours, si vous demandez aux Palestiniens de Gaza comment ils s'en sortent, il se peut qu'ils répondent : « En vie, à défaut d'être mort ». Cette expression communément utilisée reflète l'atrocité de la vie quotidienne à Gaza.

Cela me désole de le dire, mais Gaza va inévitablement s'effondrer. Chaque seconde à Gaza sous le blocus israélien – où l'eau et les soins médicaux sont un luxe – est teintée de tragédie. Chaque fois qu'une famille ne peut mettre de quoi manger sur la table, chaque fois qu'une maison en feu déplore une nouvelle victime, chaque fois qu'un malade du cancer ne peut obtenir le traitement salvateur ou qu'une autre personne dans un état désespéré meurt, l'horreur du blocus vous saute aux yeux.

Tant qu'Israël garde le contrôle sur la vie des Palestiniens mais leur dénie leurs droits et libertés fondamentaux, je ne peux l'appeler une démocratie.

Les Nations Unies ont déclaré Gaza « invivable » et le blocus provoque une lente mort collective. Que faudra-t-il pour convaincre la communauté internationale que la population de Gaza, comme toute population sur cette terre, a le droit de vivre dans la dignité ?

De plus en plus de gens se joignent aux efforts pour défendre la liberté des Palestiniens, y compris en participant au mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions. Il est temps que nous mettions fin au blocus de Gaza et que nous libérions le peuple palestinien.

Jehad Abusalim est doctorant à l'université de New York et analyste politique à Al-Shabaka, le Réseau Politique

Palestinien.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)

Le Houmous israélien est un vol et non une appropriation

Steven Salaita, 4 septembre 2017



Évoquer une attitude défensive de la part d'Arabes sur les plats traditionnels sans mentionner la colonisation ou le nettoyage ethnique, c'est du blanchiment, écrit Steven Salaita.

Rien ne peut produire de désaccord inutile comme

l'expression « appropriation culturelle ».

Il s'en faut de peu qu'un embrasement local sur l'habillement ou la cuisine ne devienne une histoire nationale, qui devient vite un prétexte pour que des experts sentencieux tournent en ridicule des générations gâchées et des gens de couleur hypersensibles.

Il est rare que le débat débouche sur quoi que ce soit ; les antagonistes égrènent des arguments éculés qui ont la cohérence d'une autoroute inter-États dans le Middle West. Les médias du pouvoir entretiennent la » guéguerre » à la marge de problèmes plus importants du capitalisme et du colonialisme. Il est probablement temps de retirer cette expression.

Nous ne devrions cependant pas cesser de critiquer la race et la représentation. L'essentiel des disputes au sujet de l'appropriation culturelle vient de différences de langage et de sens, ce qui est particulièrement vrai dans le cas de la nourriture. Le débat public, tel qu'arbitré par des sites très fréquentés, donne dans le cru et le sensationnel. Il en résulte une dominante d'incompréhension.

De trop nombreux travaux de réflexion pérorent sur le multiculturalisme inhérent à tous les plats, même ceux qui sont vus comme sacrosaints (par exemple les pâtes italiennes sont maintenant chinoises ou les pommes de terre irlandaises importées du Nouveau Monde).

En réalité, l'idée que les gens ne peuvent pas apprécier des mets étrangers ou transcender une notion atavique de possession culturelle n'est pas communément partagée.

Tandis que certains argumentent malheureusement en faveur d'une sorte de nationalisme gastronomique, l'opposition à l'appropriation de la nourriture est plus complexe (que cette opposition soit justifiée ou non dépend des spécificités de chaque situation).

La complexité se perd souvent dans une rugosité rhétorique, et ce problème est exacerbé par les connotations rigides de termes tels que « appropriation ».

Le problème n'est pas de savoir qui cuisine ou mange mais qui contrôle l'image et le profit de la nourriture. La cuisine n'est pas un simple marqueur ethnique ; c'est aussi un produit de valeur.

Quand des chefs célèbres mettent un effet gourmet sur des plats paysans, cela peut donner une impression de bâtardise culturelle, un sentiment aggravé par la longue expérience du racisme et de la dépossession.

La politique alimentaire n'est pas une affaire de choix personnel ; c'est un rituel antagonique de production et de consommation. Donner une image exotique et authentique est lié à des économies considérables; dans un système où les ressources sont limitées, un conflit sur des atouts abstraits mais tangibles ne devrait pas surprendre.

Pour autant, les experts insistent pour réduire des phénomènes socioéconomiques (et rhétoriques) compliqués à de l'ignorance personnelle et à de l'intolérance, une approche paresseuse que trop d'éditeurs récompensent. Prenez un édito récent de Bari Weiss dans le *New York Times*, où elle s'essaie à la rationalité mais ne réussit

qu'à réciter des platitudes et des clichés (complétés par une référence injustifiée et anhistorique à Martin Luther King, Jr, l'astuce favorite d'une personne blanche indignée).

La discussion ouverte par Weiss sur la cuisine palestinienne est d'un grand intérêt. Elle écrit : « Considérez le simple fait de manger un repas dans une ère de pureté culturelle. Ce week-end, j'ai dîné à Bay Bridge, à Brooklyn : le repas était préparé par une Palestinienne élevée en Israël où son frère était parlementaire. Pourtant son restaurant est étiqueté libanais. Et elle accentue ses plats traditionnels avec des herbes, coriandre, basilic, qu'on ne trouverait jamais dans un plat du Levant. Mais si on laissait faire les tenants de la pureté culturelle, j'aurais passé la soirée coincée dans l'Upper West Side à regarder « Yentl » et à manger du Gefilte fish ». Weiss est soit incroyablement paumée, soit effrontément malhonnête. Elle implique – parce que son papier est truffé de méchanceté maquillée en incrédulité relevant du sens commun – que des hordes en ligne (de Palestiniens sans doute) seraient furieuses qu'une Juive fréquente Tanoreen, un restaurant moyen-oriental.

(Ignorez la suggestion mesquine et passivement agressive de Weiss selon laquelle la cheffe de Tanoreen, Rawia Bishara, s'approprie la cuisine libanaise).

Weiss sait, ou devrait savoir, que la controverse sur l'appropriation par Israël de l'alimentation palestinienne – le plus infâme étant sa revendication du houmous, un produit lucratif en Europe et en Amérique du Nord – n'a rien à voir avec le fait que des Juifs mangent des mets arabes. En fait cela n'a rien à voir avec les Juifs. Cette idée grotesque n'est possible que parce que les sionistes

confondent de façon agressive la judéité avec Israël.

Au contraire, cela a tout à fait à voir avec un programme délibéré, vieux de dizaines d'années visant à faire disparaître les Palestiniens. Évoquer une attitude défensive de la part d'Arabes sur les plats traditionnels sans mentionner la colonisation ou le nettoyage ethnique, c'est du blanchiment.

Weiss apporte un exemple typique de mépris sioniste progressiste qui se présente comme un attachement au multiculturel. Les Palestiniens sont familiers de cette arnaque.

Nous n'avons pas besoin de faire confiance à l'intuition pour arriver à cette conclusion. Weiss nous enferme en glissant Israël dans l'équation. Le frère de la cheffe Bishara, après tout, a siégé à la Knesset et cela introduit un enjeu israélien dans les choix de dîners de Weiss, mais ce n'est qu'une information triviale. Il aurait pu être utile à Weiss de mentionner que pendant des années Israël a persécuté le frère, Azmi, avant de l'expulser du pays.

Quand des sionistes (ou leurs collaborateurs ignorants) revendiquent de la nourriture arabe comme israélienne, il ne s'agit pas d'un parangon d'harmonie interculturelle mais de la destruction méthodique de la culture palestinienne. On peut atténuer l'ambiguïté en évitant le mot « appropriation », qui ne saisit pas de façon adéquate la dynamique de la voracité d'Israël pour tout ce qui peut avoir la marque « indigène » dont il a besoin pour consolider une légitimité déjà ténue.

« Vol » est plus exact. Et supérieur du point de vue rhétorique. Les discours de la modernité exaltent les échanges culturels, mais aucun bon libéral ne soutient la piraterie.

Il faudrait se rappeler qu'alors que les chefs, les commerçants et les propagandistes valident le vol, le principal coupable est le gouvernement israélien, qui fait du falafel « l'encas national » et fait la publicité de pléthore de plats levantins comme authentiquement israéliens dans les campagnes Brand Israël de mauvais goût.

L'implication de l'État dans le vol de la cuisine palestinienne montre qu'il ne faudrait pas réduire le problème à la consommation individuelle. Il y a là un effort systématique pour valider la colonisation de peuplement.

On n'est pas choqué, donc, que les Palestiniens et leurs voisins l'aient mauvaise chaque fois qu'ils entendent parler du « houmous israélien ». L'usage des mets palestiniens comme symbole de l'identité sioniste donne les vivres du quotidien des autochtones au colonisateur. C'est un projet d'effacement, un présage de non-existence, une promesse de génocide.

Aucun État qui détruit les oliveraies et empoisonne l'environnement n'a le droit de revendiquer les biens de subsistance récoltés depuis des siècles par d'autres.

Je n'ai jamais rencontré un Palestinien en colère du fait qu'un non-Arabe consomme de la nourriture levantine. En fait, la grande majorité est ravie lorsque des étrangers partagent la culture.

Les Palestiniens, comme leurs voisins libanais, jordaniens

et syriens, ne sont pas peu fiers de leur alimentation (tous les quatre se disputent, avec aussi les Grecs et les Turcs sur la provenance régionale de certains plats – Israël n'a rien à voir dans ces disputes qui sont bien antérieurs à la naissance de Théodore Herzl.

Le problème se pose quand quelqu'un appelle ces plats « israéliens ».

Le principal argument en faveur de la nourriture « israélienne » est que les Juifs préparaient et mangeaient des aliments de base en Irak, au Maroc, au Yémen et en Palestine. C'est incontestable. L'ancrage de Juifs dans le monde arabe devrait être reconnu, étudié et célébré.

Mais ces Juifs ne mangeaient pas de la nourriture israélienne. Le prétendre aujourd'hui avilit l'histoire des Mizrahi en suggérant une incapacité à partager leur propre environnement ; c'est un autre exemple de la façon dont le sionisme impose une conception étroite de l'identité.

Voilà ce qu'on peut attendre d'une idéologie définie par un appétit féroce de ce que possèdent d'autres peuples. Le couscous, le falafel, le chawarma, le fattouch, la mjuddera et le knafeh israéliens, comme l'État qui tire à jamais une gloire de sa duperie, n'est qu'un fantôme désossé nourri par un régime glouton vide de calories.

Steven Salaita est un universitaire américain, auteur and conférencier. Son dernier livre (non traduit) est intitulé *Rites incivils: La Palestine et les limites de la liberté académique*. Twitter: [@stevesalaita](https://twitter.com/stevesalaita)

Traduction SF pour l'Agence Media Palestine

Source : [ALARABY](#)

Projection « Jean Genet, un captif amoureux » Le 23 septembre à Paris



Le week-end « Proche-Orient, Ce que peut le cinéma » poursuit sa programmation avec une avant-première nationale :

« JEAN GENET, UN CAPTIF AMOUREUX parcours d'un poète combattant »

Le 23 SEPTEMBRE à 20H30 au cinéma LES 3 LUXEMBOURG, 67 Rue

Monsieur le Prince, 75006 Paris.

Projection du film de la réalisatrice Michèle Collery sur JEAN GENET et ses combats poétiques auprès des Palestiniens et des Black Panthers, en présence de Albert Dichy et Dominique Vidal.

Dans le cadre du festival « Middle East: What Cinema Can Do / Proche-Orient: Ce que peut le cinéma »

Septembre 1982, Jean Genet découvre les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. Sous le choc, il rédige « Quatre heures à Chatila » qui le ramène à l'écriture après 20 ans de silence littéraire. Il poursuit avec « Un captif amoureux », recueil de souvenirs où il évoque ses combats auprès des Black Panthers et des feddayin. Entrelacé d'entretiens (avec Leïla Shahid, Albert Dichy, Emmanuelle Lambert, Oliver Rohe, Marguerite Vappereau, Alain Milianti) d'extraits de films (Jean-Luc Godard, Masao Adachi, Agnès Varda, Gérard Courant, Serge Le Péron, Yolande Du Luart...), d'images d'archives, de lectures par Denis Lavant et Clotilde Mollet, le film retrace le parcours poétique et politique de l'écrivain, depuis les années 70 jusqu'à sa mort en 1986.

Contact:

Janine Euvrard & Carol Shyman Co-programmers

contact@whatcancinemado.com

<http://www.whatcancinemado.com>

<http://www.facebook.com/MiddleEastWhatCinemaCanDo>

Soutenez le premier album de Maimas, groupe de Gaza qui chante des chansons de la résistance palestinienne et brise le blocus culturel

Soutenez le premier album de Maimas, groupe de Gaza qui chante des chansons de la résistance palestinienne et brise le blocus culturel

Il s'agit d'une levée de fonds pour les membres du groupe palestinien, Maimas, de Gaza, qui chante des chansons de résistance et va bientôt enregistrer son premier album.

C'est une [page de collecte de fonds](#) basée en Australasie pour le groupe palestinien Maimas, qui se trouve à Gaza. Le groupe a besoin de financement pour enregistrer son premier album dans un studio d'enregistrement à Gaza.

Le militant et chanteur palestinien de Gaza, Haidar Eid, dit que « les chansons sont un outil pour organiser le dur labeur de renversement de l'occupation et de l'apartheid. Elles sont gravées pour toujours dans la mémoire collective du peuple de Palestine. Nous espérons que nos chansons alimenteront le désir des Palestiniens de se libérer des ravages du colonialisme, de l'occupation et de l'apartheid ».

Haidar et les autres membres du groupe disent que l'art à Gaza est lui même soumis à un siège atroce, médiéval, un siège qui est littéralement l'antithèse de la liberté.

« En chantant, en faisant entendre nos voix, nous utilisons en fait la musique comme un outil de résistance », dit Haidar.

Le groupe s'appelle Maimas (apparemment un ancien nom du port de Gaza). Il se compose de cinq musiciens qui jouent de divers instruments : oud, tabla (batterie), clavier, naii, guitare. Les membres du groupe sont : Mohammed Akila à l'oud, Eyad Ablial au tabla (batterie), Fahmy Saqqa au clavier, Ismail Harazeen au naii, Ahmed Haddad à la guitare et Dr Haidar Eid et Mohammed Akila au chant.

Le groupe travaille à plus d'un projet. Le premier projet est de donner des concerts gratuits dans diverses parties de la Bande de Gaza, en ciblant les zones marginalisées qui ont été détruites par les bombardements israéliens.

Le deuxième projet est une collaboration musicale avec le groupe sud-africain, The Mavrix, composé de Jeremy Karodia et Ayub Mayet appelé Le Nouveau Noir.

La collaboration entre Maimas à Gaza et The Mavrix à Johannesburg atteindra son apogée dans la production d'un clip vidéo qui soulignera les similarités dans la souffrance des deux peuples.

Le troisième projet est celui pour lequel nous faisons appel à vous pour qu'il puisse aboutir. Maimas a déjà commencé à rassembler du matériel pour son album potentiel (en fonction du financement) qui consistera en une reprise des chansons de la première Intifada et des chansons palestiniennes interdites des années 1970 et 80.

Quoique vous puissiez donner, cela aidera énormément ce groupe ! Tous les fonds collectés seront envoyés directement au groupe.

Si vous donnez, vous recevrez aussi la première chanson de l'album qui vous sera envoyée par courriel.

Merci pour votre soutien à l'art palestinien !

Les fonds levés serviront à la location du studio d'enregistrement à Kahn Younis et au transport des membres du groupe entre Gaza et Khan Younis.

Pour faire un DON, [CLIQUEZ SUR CE LIEN](#)

Page créée par Anna Majavu: « Je me sens impliquée parce que je connais l'un des membres du groupe depuis près de 20 ans et j'aimerais amener les gens à aider le groupe à réaliser son premier album. »

Tous les fonds collectés le seront au profit du:

Groupe Maimas de Gaza, Palestine Occupée

Tous les fonds seront versés sur un compte bancaire contrôlé d'Anna Majavu au nom du Groupe Maimas de Gaza, Palestine Occupée.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: <https://givealittle.co.nz/cause/maimasgaza>

[Spectacle de la troupe palestinienne IBDA les 15 et 22 septembre à Paris](#)

DANSER POUR EXISTER !

Des jeunes Palestiniens se mobilisent pour la liberté, la justice et la paix

**Vendredi 15 septembre – 20h – Paris 14^e – Salle des fêtes –
12 rue Pierre Castagnou – Métro Alésia**

**Vendredi 22 septembre – 19h30 – Paris 2^e – Salle Jean Dame
–**

17 rue Léopold Bellan – Métro Sentier

La troupe de danse d'IBDAA, venue de Palestine présente un spectacle créé spécialement pour sa tournée en France.



LE SPECTACLE DE DANSE raconte la vie des réfugiés palestiniens, de l'époque des tentes en 1948 jusqu'à aujourd'hui.

Durée : 1h30 avec entracte.

LA TROUPE est composée de 11 filles et 9 garçons, âgés de 13 à 18 ans. Ces jeunes font partie du centre culturel IBDAA, créé en 1994 dans le camp de réfugiés de Dheisheh, près Bethléem en Palestine.

IBDAA est partenaire de l'association Partage depuis 2004.

Initiative soutenue par l'Association France-Palestine Solidarité (AFPS), l'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) et l'Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF).

Les billets sont en vente en ligne sur <https://www.billetweb.fr/danser-pour-exister-paris-75> ou sur place le jour du spectacle.

Tarifs : 12€ / 12-25 ans : 8€ / gratuit moins de 12 ans – Tarif de groupe sur demande.

Association de solidarité internationale indépendante,
reconnue d'utilité publique, **PARTAGE** aide, depuis plus de
40 ans,

les enfants du monde les plus démunis à grandir dans le
respect de leurs droits fondamentaux.

Plus d'informations : <http://www.partage.org>

– <https://www.facebook.com/PartageParis/>

Contact : Partage – Paris – 06 75 94 17
50 / paris@partage.asso.fr

Association de solidarité internationale indépendante,
reconnue d'utilité publique, **PARTAGE** aide, depuis plus de
40 ans,

les enfants du monde les plus démunis à grandir dans le
respect de leurs droits fondamentaux.

Plus d'informations : <http://www.partage.org>

– <https://www.facebook.com/PartageParis/>

Contact : Partage – Paris – 06 75 94 17
50 / paris@partage.asso.fr

Pétition Union européenne : **mettre fin à l'isolement de** **Gaza !**

Adressée au Président du Parlement européen, Antonio Tajani, et à trois autres : Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, Federica Mogherini, haute-représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Fernando Gentilini, représentant spécial pour le processus de paix au Proche-Orient



Union européenne : mettre fin à l'isolement de Gaza !

[Pétition initiée par ECCP](#) – Coordination européenne des comités et associations pour la Palestine

Nous, citoyens européens, convaincus que le respect des droits de l'homme et celui du droit international sont les pierres angulaires d'une vie pacifique pour toute communauté humaine, ne pouvons pas observer en silence la catastrophe humaine dans la bande de Gaza : elle est la conséquence de décisions humaines.

Après dix années de blocus par l'État d'Israël (soutenu par l'Égypte) et trois violentes attaques militaires, les conditions de vie des deux millions de Palestiniens piégés dans la bande de Gaza sont, d'après tous les témoignages, pires que jamais. Selon les rapports de 2016 de la Banque mondiale, le PIB de Gaza a été réduit de moitié par le blocus, 40 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, et 80 % dépendent de l'aide alimentaire.

Dix ans auparavant, plus de 80 % des exportations de Gaza étaient dirigées vers la Cisjordanie, maintenant, seulement 2 % sont autorisés à partir. Gaza détient le taux de chômage le plus élevé du monde (43 %), et il atteint les 60 % chez les jeunes gens. Les coûts humains et économiques

extrêmes de la crise à laquelle la population de Gaza est confrontée aujourd'hui ne peuvent plus être acceptés.

C'est pourquoi, nous, citoyens européens, demandons instamment aux institutions européennes d'agir. La crise politique, due au conflit interne palestinien, ne peut pas servir d'alibi pour ne pas intervenir afin de mettre fin à l'isolement de Gaza et à la destruction de sa population.

En vertu de la Quatrième Convention de Genève, Israël a la responsabilité première et l'obligation d'assurer la sécurité et le bien-être de la population civile dans les zones qu'il contrôle.

Malgré cela, le blocus de la bande de Gaza par Israël se poursuit et constitue une forme de punition collective en violation de l'article 33 de la Quatrième Convention de Genève.

Nous, citoyens européens, exhortons les institutions européennes à agir et à exprimer des exigences claires auprès du gouvernement israélien concernant ses obligations légales. Si celles-ci ne sont pas remplies par Israël, des sanctions doivent être envisagées, incluant la suspension de l'Accord d'association entre l'Union européenne et Israël sur la base de l'article 2 de l'Accord, comme cela fut le cas pour de nombreux autres États dans des situations moins graves.

L'Union européenne ne peut pas continuer la politique de deux poids deux mesures qu'elle suit depuis des décennies pour des raisons erronées.

C'est pourquoi nous appelons les autorités européennes à :

- garantir la reconstruction et la remise en fonction de la station d'épuration des eaux usées ;
- garantir la liberté de circulation des Palestiniens en direction et en provenance de Gaza, avec le monde extérieur et avec l'ouverture d'une liaison directe entre Gaza et la

Cisjordanie ;

- garantir la libre circulation des produits en direction et en provenance de Gaza, en veillant à la livraison de tous les matériaux de constructions et médicaments nécessaires ;
- remettre en vigueur le projet déjà approuvé de financement et de construction d'un port à Gaza;
- entreprendre immédiatement une mission au plus niveau politique et diplomatique et au niveau technique pour promulguer ces engagements.

En plus, nous appelons l'Union européenne à :

- exercer une pression sur le gouvernement israélien pour qu'il fournisse toute l'électricité nécessaire à la région ;
- exercer une pression sur les gouvernements israélien et égyptien pour qu'ils mettent fin au blocus illégal de la bande de Gaza ;
- exercer une pression sur le gouvernement israélien pour qu'il cesse l'occupation illégalement prolongée du territoire palestinien dans son ensemble.

La lente destruction imposée à la population de Gaza, dont la majorité sont des jeunes, crée une situation de souffrances extrêmes, de colère et de ressentiment qui risque d'aggraver la crise politique et de provoquer de nouvelles catastrophes.

L'Union européenne doit agir de toute urgence pour éviter une détresse plus profonde et permettre à la population de Gaza d'exercer son droit à la vie et soutenir le processus démocratique : deux conditions essentielles à la paix.

SIGNEZ LA PETITION:

https://www.change.org/p/eu-stop-gaza-s-isolation?utm_source=embedded_petition_view

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Lettre de Rania, palestinienne à Cyril Lignac

Par Rania, à l'attention de Cyril Lignac, le 3 septembre 2017



Cyril Lignac

Cher [Cyril Lignac](#),

Je t'écris car depuis deux jours, on ne cesse de m'interpeller par rapport à la vidéo que tu as faite lors de ton voyage à Tel Aviv.

Je m'appelle Rania, française originaire de Palestine (de Jérusalem et de Jaffa) et je suis traiteur de cuisine palestinienne et créatrice du blog « Les ptits plats palestiniens de Rania ».

Tu ne me connais sûrement pas, sinon, tu aurais sûrement évité de parler de gastronomie israélienne dans cette

fameuse vidéo.

Soit. J'apprécie ton travail et ton évolution depuis des années, de même que ceux qui m'ont signalé ta vidéo, c'est pour cela que, d'une part, je prends la peine de t'écrire, et que d'autre part, je vais prendre la peine de t'expliquer certaines choses notamment pourquoi tu as provoqué tant de déception.

Le pays que tu as décidé de visiter, cher Cyril, n'est pas n'importe quel pays.

Afin d'éviter de faire un long cours d'histoire et de géopolitique, je vais faire simple. Très simple.

Israël est un pays créé en 1948, aux dépens d'un peuple qui était déjà sur cette terre, les Palestiniens et qui ont été, pour une grande majorité, chassés de leur terre.

Les Palestiniens se sont retrouvés, d'un coup, réfugiés dans les pays alentour ou dans des pays plus éloignés.

D'autres Palestiniens, sont restés malgré les spoliations de leurs terres, accrochés coûte que coûte à leurs oliviers millénaires, d'où coule la célèbre huile d'olive palestinienne. Ceux-là, se trouvent en Cisjordanie et à Gaza (entre autres, comme je te l'ai dit, je vais faire très bref).

Israël est un pays qui s'est créé sur la colonisation de terres qui ne lui appartenaient pas et qui continue à construire et à s'installer illégalement sur des terres qui ne lui appartiennent pas, tout en faisant fi du droit international et des résolutions de l'ONU.

Ces fameuses terres appartiennent à l'autre peuple qui habite là-bas, et ce, depuis toujours, c'est à dire avant même la création d'Israël : le peuple Palestinien.

Et c'est là que c'est embêtant cher Cyril.

Parce que lors de ton voyage, tu ne prends même pas la peine de rencontrer des palestiniens ni de découvrir leur

cuisine, bref... tu les ignores.

Déjà, ça, c'est pas sympa.

Mais ce qui a offusqué les personnes qui m'ont interpellée, c'est ta description de la cuisine israélienne.

Oui, cette cuisine est empreinte de la cuisine du Maghreb et des pays « alentour » (donc de la Jordanie, de la Syrie, du Liban, qu'on appelle aussi le Levant ou le Mashrek).

Mais elle s'inspire SURTOUT, de la cuisine palestinienne, de la cuisine du peuple qu'elle a colonisé.

Et si seulement cela se limitait à de la simple inspiration...

Mais non cher Cyril, cela ne se limite pas à cela.

Ce que fait Israël avec la cuisine est dans la continuité du schéma du colonisateur qu'il est: après l'appropriation des terres palestiniennes, de la culture palestinienne, c'est l'appropriation de la cuisine palestinienne.

En clair: un processus d'invisibilisation et de négation de l'existence même du peuple Palestinien.

Le hommous que tu as goûté n'est pas israélien mais palestinien. Il en est de même de toutes les épices et de la majorité des mets que tu as pu goûter là-bas.

Mais tu n'as pu le remarquer, toi qui es resté là où on t'a invité et qui n'a même pas eu la curiosité de rendre visite aux superbes restaurants côté palestinien de Jérusalem.

Ah oui! Je précise que Jérusalem n'est pas une ville israélienne. Enfin pas complètement...

Donc, avec tout ça, je suis triste de t'annoncer que tu participes à la propagande israélienne qui consiste à normaliser le processus de colonisation en enjolivant la réalité et en niant la vérité historique, politique et culturelle.

Et ça, malgré toute l'admiration que j'ai pour ton travail, c'est pas rien.

Je reste à ta disposition si tu souhaites découvrir les joyaux de la cuisine palestinienne et aussi, te montrer comment utiliser la crème de sésame (qu'on appelle tahina et non pas thina. On t'a mal soufflé ☹).

Palestinement,

Rania 🙌

[#LaResistanceDanslAssiette](#)